

Questions orales

s'est fait d'ailleurs, les Canadiens seront bien protégés et profiteront de ce retrait d'une taxe régressive que nous avons actuellement.

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le ministre d'État (Finances) partage la même naïveté que son patron le ministre des Finances. Alors, hier, finalement, le ministre des Finances avait admis que malgré ses prévisions budgétaires, il n'était pas en mesure de garantir que la suppression de l'ancienne taxe allait bénéficier aux consommateurs du Canada.

[Traduction]

Ne trouvez-vous pas cela formidable, monsieur le Président? Le ministre des Finances et son collègue du Revenu national vont engager 4 000 nouveaux agents pour surveiller l'application de la nouvelle taxe de vente, mais ils n'engageront personne pour faire profiter les consommateurs de la suppression de l'ancienne taxe.

Je soulève un autre aspect de cette absurdité que le ministre des Finances propose à la Chambre des communes. Il a dit hier qu'il avait besoin, pour justifier la nouvelle taxe sur les produits et services, d'une vaste campagne publicitaire que vont payer les contribuables mêmes qui seront frappés par cette nouvelle taxe. Il a prétendu hier que cette propagande était nécessaire pour que les Canadiens connaissent la vérité et qu'ils soient au courant de tous les faits.

• (1420)

Je demande au ministre d'État une information, une vérité toute simple: combien cette campagne de propagande va-t-elle coûter au juste? Le ministère des Finances a-t-il réellement l'intention de dépenser plus de 9 millions de dollars en propagande à cause de l'échec du ministre des Finances, de son collègue le premier ministre et du reste du Cabinet le plus nombreux de notre histoire? Ils n'arrivent pas à faire accepter leur projet par le Parlement ni par la population. Ils essaient maintenant de le faire accepter en lançant une campagne de publicité payée avec l'argent des impôts.

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires)): Monsieur le Président, il incombe au gouvernement d'informer la population du

nouveau régime. Le gouvernement tentera de le faire le plus économiquement possible.

Je ne peux pas donner maintenant de chiffre précis au chef de l'opposition, mais il peut être sûr que nous diffuserons les faits en donnant l'information exacte que le public canadien réclame et que le Comité permanent des finances a demandé.

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Concentrons-nous sur Brampton, monsieur le Président. Le ministre dit que l'information sera exacte. Cette publicité franche dira-t-elle que le Canada sera le seul pays du monde à avoir deux taxes de vente distinctes au détail? Ces annonces diront-elles que la nouvelle TPS rompra tous les engagements et toutes les règles dont le ministre des Finances et le premier ministre ont parlé pendant la campagne électorale? Diront-elles que les consommateurs ne profiteront pas de la disparition de la vieille taxe sur les ventes des fabricants? Diront-elles que le gouvernement engage 4 000 nouveaux agents pour veiller à l'application de cette taxe par laquelle il escroque les Canadiens? Est-ce bien ce que diront les annonces?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires)): Une grande partie de ce que dit le chef de l'opposition n'est pas vraie, et il le sait parfaitement. Quand le gouvernement a essayé de discuter de la taxe de vente pendant la campagne électorale, le chef de l'opposition a dit que nous voulions échapper au débat sur le libre-échange. On ne peut pas gagner sur tous les plans. Il s'en souvient, c'est exactement ce qu'il a fait avant les élections.

Nous donnerons les faits et nous ne chanterons pas notre gloire, contrairement au Parti libéral des beaux jours qui remplissait nos petits écrans du vol des bernaches.

* * *

LES TRANSPORTS

M. Maurice A. Dionne (Miramichi): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Le ministre peut-il dire à la Chambre et à la population canadienne s'il savait que, l'été dernier, le président intérimaire du CN, M. Brian Gallery, ami personnel du premier ministre et également président de la campagne exclusive de collecte de fonds pour les conservateurs, était en situation de conflit d'intérêts?